Sommaire | 2 **Occupons Québec** › l'espace public retrouvé, **un pamphlet contre Labeaume,** l'influence de Radio X | 4 **Mouvements étudiants au Chili et au Québec** | 5 **Controverse autour du projet de l'Îlot Irving** | 6 **Vivre au centre-ville** › la naissance de Craque-Bitume

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 38, Numéro 8 > Décembre 2011 > www.droitdeparole.org

Métamorphose d'un mouvement

Que verra-t-on désormais à la place des indignés et de leurs critiques citoyennes salutaires? Un sapin de Noël géant, comme symbole du retour à l'ordre marchand?

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

La résistance, c'est aussi chez nous

Pendant un mois, le campement des indignés de Québec, comme ceux installés dans 1500 villes dans le monde, a donné la parole à la population qui dénonce la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité.

Avec courage, les indignés de Québec ont résisté depuis leur arrivée dans le parc de l'Université-du-Québec à l'intimidation quasi quotidienne des sbires de la Ville. Le 22 novembre, à 6h30 le campement a été violemment démantelé par une centaine de policiers fracassant le matériel des occupants : tentes, ordinateurs et autres effets personnels.

La résistance au capitalisme mondialisé et au déclin de la démocratie, c'est prendre la parole sur la place publique, c'est penser des alternatives aux modes de consommation actuels et c'est prendre part au développement de la ville pour que chaque quartier soit à l'image de ceux qui l'habitent.

L'indignant Labeaume

Par Pierre Mouterde

Au tout début, il avait dit qu'il les comprenait les indignés, qu'il en était lui-même un et qu'il partageait «cette grande critique globale contre la mondialisation». Mais voilà qu'à peine quelques jours plus tard, il fait brutalement marche arrière, sommant les indignés de Québec «de quitter dans les quelques heures» la place de l'Université du Québec. Il envoie lendemain à 13 heures, un bonne soixantaine de policiers, venus en force non pas... vider la place, mais protéger une poignée d'employés municipaux chargés de déplacer une demi-corde de bois que les indignés s'apprêtaient d'ailleurs à enlever. Prémices, depuis, d'un travail de harcèlement policier permanent qui ne veut pas dire son nom ! À quel jeu joue donc le maire Labeaume ?

En fait, on a là, devant les yeux, l'exemple parfait de ce que peuvent être les petites manœuvres d'un politicien populiste de droite. Avec clef en main, les principales recettes à suivre en la matière.

Première recette:
Quand l'occasion s'en présente, il faut toujours vous faire écho - via les médias - des sentiments très personnels que vous partagez avec vos électeurs, en leur faisant voir, et surtout croire, que vous êtes «cool» et de tout cœur avec eux.

Ce qui fait que si des centaines de villes en Amérique du Nord et au Canada accueillent des indignés et que leur action parait plaire au grand public, eh bien, il faudra faire pareil à Québec, en en rajoutant même : «moi-même, je suis un indigné!»

Deuxième recette :
Mais au-delà du discours grand public, il vous faut toujours prêter une oreille attentive au monde des affaires, en lui montrant comment vous êtes d'abord à son service et prêt à vous plier au moindre de ses desiderata.

Alors quand la compagnie Kevlar (un groupe immobilier et de gestion de stationnements de Québec) craignant pour son parking souterrain (situé juste en dessous du campement) et enflammée par les diatribes de quelques radios-poubelles, vous a adressé en tant que maire de Québec une mise en demeure, il vous faudra obtempérer sur le champ, en demandant haut et fort aux indignés de partir. Et vite à part ça, pour montrer ou plutôt donner l'illusion qu'à Québec, le maire a d'la poigne!

Troisième recette :
Avant, cependant, de passer réellement aux actes, il ne vous faut jamais oublier la rumeur publique ou les sondages et surtout l'image que vous risquez de donner dans les médias.

Alors comme ça risquait vraiment de faire «tache» d'être le premier maire en Amérique du Nord à chasser manu-militari des indignés et que la presse d'ici en aurait fait toute une affaire, il vaut mieux effectuer un autre virage à 180 degrés : né pas chasser immédiatement les indignés, mais plus habilement les harceler, non pas au nom de leurs opinions politiques, mais au nom de pseudo-impératifs très «politiquement corrects» de «sécurité».

Quatrième recette :
C'est là le nec plus ultra, pour tenter de rester malgré tout «populaire», il vous faudra apprendre à masquer vos réelles intentions, en les habillant d'un discours très «politiquement correct» qui ne heurtera personne, c'est-à-dire qui se coulera dans des évidences apparemment partagées par tout le monde. Et peu importe à ce moment-là que «vos babines» soient en complet divorce avec «vos bottines»; ou que l'hypocrisie en soit la matière première.

Alors, en faisant solennellement appel à l'expertise technique des pompiers de la ville, vous n'aurez qu'à vous présenter comme le défenseur de la sécurité du campement auquel votre devoir de maire exige de veiller. Ce sera suffisant pour mettre les indignés sur la défensive et leur ôter peu à peu les moyens de continuer leur occupation (abris, chauffage, électricité, etc.). Mais sans jamais paraître aller à l'encontre de leurs idées, bien au contraire, puisque vous prétendez les protéger de possibles dangers et attendez seulement le moment propice pour en finir en douceur avec eux.

De quoi paraître comme un maire au-dessus de tout soupçon !

Mais ce double jeu permanent fait tout à la fois d'obséquiosité médiatique et de servilisme vis-à-vis les grands de ce monde, n'est-ce pas justement ce dont tant de citoyens de la planète ont assez, ce qui permet à ce 1% de la population de gouverner à si bon compte les 99 autres? N'est-ce pas d'abord cela le message des indignés : oser enfin dire non à l'indignant comportement de nos élites politiques et économiques ?

Pierre Mouterde

Pierre Mouterde est l'auteur de *La gauche en temps de crise, Contre-stratégies pour demain.* Liber, Montréal, 2011,

Blogue et page web : http://web.me.com/pierremouterde/ma_page/accueil.html

Feu chez les indignéEs : CHOI impliquée?

Par François G. Couillard

Le 1er novembre au matin, une tente laissée sans surveillance par un de ses occupants, Éric Deneault, est pris pour cible par des inconnus. Lorsqu'il revient, Éric constate qu'un feu a commencé à consumer sa tente. Le feu, qui a été allumé par un simple tison sans essence, est éteint rapidement. Les indignés croient que l'incendie a été causée par des «indésirables» et des «agents provocateurs». «C'est une sorte d'intimidation» dénonce Éric.Des cordes pour retenir des toiles auraient aussi été coupées et des murs de plastique arrachés.
Une heure plus tôt, Dominic Maurais à l'antenne de CHOI RadioX dénonçait les «parasites», les «communistes» et les «BS» de la Place de l'Université du Québec. Plein de mépris envers les indignéEs, il a longuement parlé de risques de feu, bien avant que les services d'incendie de la Ville n'aient soulevé la question. «Quand est-ce qu'on prendra la décision de faire le ménage? Qu'est-ce que ça va vous prendre? Est-ce que ça vous prendre un incendie?» a dit Maurais dans sa populaire émission matinale.

Bien qu'on ne puisse prouver le rôle de la radio-poubelle dans cette affaire, n'empêche que le hasard fait bien les choses.

Les propos de Sylvain Bouchard au 93.3 le même jour n'étaient guère mieux : «Que la police fasse le ménage, awoueille le panier à salade, l'anti-émeute débarquez de là. Faites comme nous autres, levez-vous le matin pour aller travailler».

Autre coïncidence, les pompiers ont commencé leurs inspections dès le lendemain. Depuis, ceux-ci ne cessent de harceler les indignéEs chaque jour. La Ville aurait ainsi soudainement trouvé un intérêt à assurer la sécurité des manifestant-e-s contre de très hypothétiques risques d'incendie.

On connait l'influence de la radio-poubelle au moins depuis l'épisode «Libarté je crie ton nom partout». En 2004, des milliers de personnes étaient sorties dans les rues pour défendre la licence de CHOI. On se souvient aussi de la marche des cols rouges, l'année dernière, pilotée par le 93.3 en pleine période de sondages BBM.

L'incitation à des actes haineux serait toutefois une nouveauté dans l'histoire de la radio-poubelle. Sans compter, leur influence grandissante sur la mairie.

«Nous construisons, vous détruisez!» ont scandé les indignés le 17 novembre dernier devant les dizaines d'employés de la Ville, escortés par trente policiers, venus démolir l'abri de bois et de tôle qui servait de garde-manger aux occupants. FRED LEMIRE

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinion exprimées n'engagent que leurs auteurEs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
N° 40012747

Tirage : 17 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Équipe du journal :
les AmiEs de la Terre de Québec, Simon-Pierre Beaudet, Marc Boutin, François Couillard, Monique Dupont, Simon M. Leclerc, Michaël Lessard, Pierre Mouterde, Renaud Pilote, Alfredo Ramirez.

Collaborations spéciales :
Michaël Blanchet, Valérie Plante-Lévesques, Pénélope Roberge.
Coordination : Nathalie Côté
Photos : Fred Lemire, Juan José Letelier, Pierre Ouimet et Nathalie Côté.
Graphisme : Lydie Colaye
Webmestre : Michaël Lessard
Imprimeur : Payette et Simms inc.

Tirage certifié AMECQ

L'espace public retrouvé

La participation d'Occupons Québec au mouvement de résistance mondiale, c'est l'espoir qu'un mouvement collectif puisse influencer la suite du monde. Pour les habitants et les habitantes de Québec, c'est la preuve que la ville n'est pas totalement labeaumisée.

Par Nathalie Côté

Dans le contexte mondial du capitalisme, de plus en plus totalitaire, on comprend pourquoi les oasis démocratiques de contestation formés par les indignés du monde entier donnent la frousse aux dirigeants qui tentent coûte que coûte de les faire disparaître. On a pu le constater les dernières semaines à la place de l'Université-du-Québec avec la guerre d'usure que l'administration Labeaume a livrée aux indignés, intervenant quasiment chaque jour, pour finalement détruire le campement, au petit matin le 22 novembre dernier.

Qu'à cela ne tienne, depuis plus d'un mois, les indignéEs ont réussi à s'imposer en revendiquant plus de justice économique et une répartition de la richesse. Partout dans le monde, ils demandent que l'économie soit au service des individus plutôt que les individus soumis au marché. À Québec, pendant un mois, ils ont exploré des modes de vie alternatifs, s'instruisant sur les énergies libres, parlant d'économie «dristributive», pratiquant l'autogestion, la démocratie directe et la contestation non violente.

L'étincelle

On ne sait pas comment se développera le mouvement de contestation mondiale, ni quelle configuration prendra le mouvement les indignés de Québec. Mais le parc occupé pendant un mois au cœur du centre-ville a eu son baptême. Il continuera certainement d'être l'hôte de rassemblements populaires et de prises de parole. Des réseaux d'affinités et des liens de fraternité se sont crées depuis la première assemblée générale, le 15 octobre dernier. Ces étincelles allumées par les indigné-Es du monde entier, les pouvoirs en place et leurs escortes policières ne sont pas près de les éteindre.

Reprendre la rue

Cette occupation de l'espace a créé un lieu de débats politiques. Tel que le disait Jonathan, un des organisateurs de la première heure : «Notre but, c'est de créer la démocratie, on ne veut pas attendre qu'elle vienne à nous.» Pour Sam, le jeune punk venu pour rencontrer des gens ouverts d'esprit : «C'est comme un village». Des gens qui ne s'étaient jamais adressé la parole s'y sont rencontrés, rompant avec l'anonymat des villes.

Tel que le disait Michel Parazelli en entrevue au journal Le Devoir le 29 octobre dernier : «La rue a été incorporée au marché (.... On consomme l'espace à des fins récréatives, culturelles ou d'affaires. La rue, les parcs, les places publiques sont devenus des espaces de consommation».

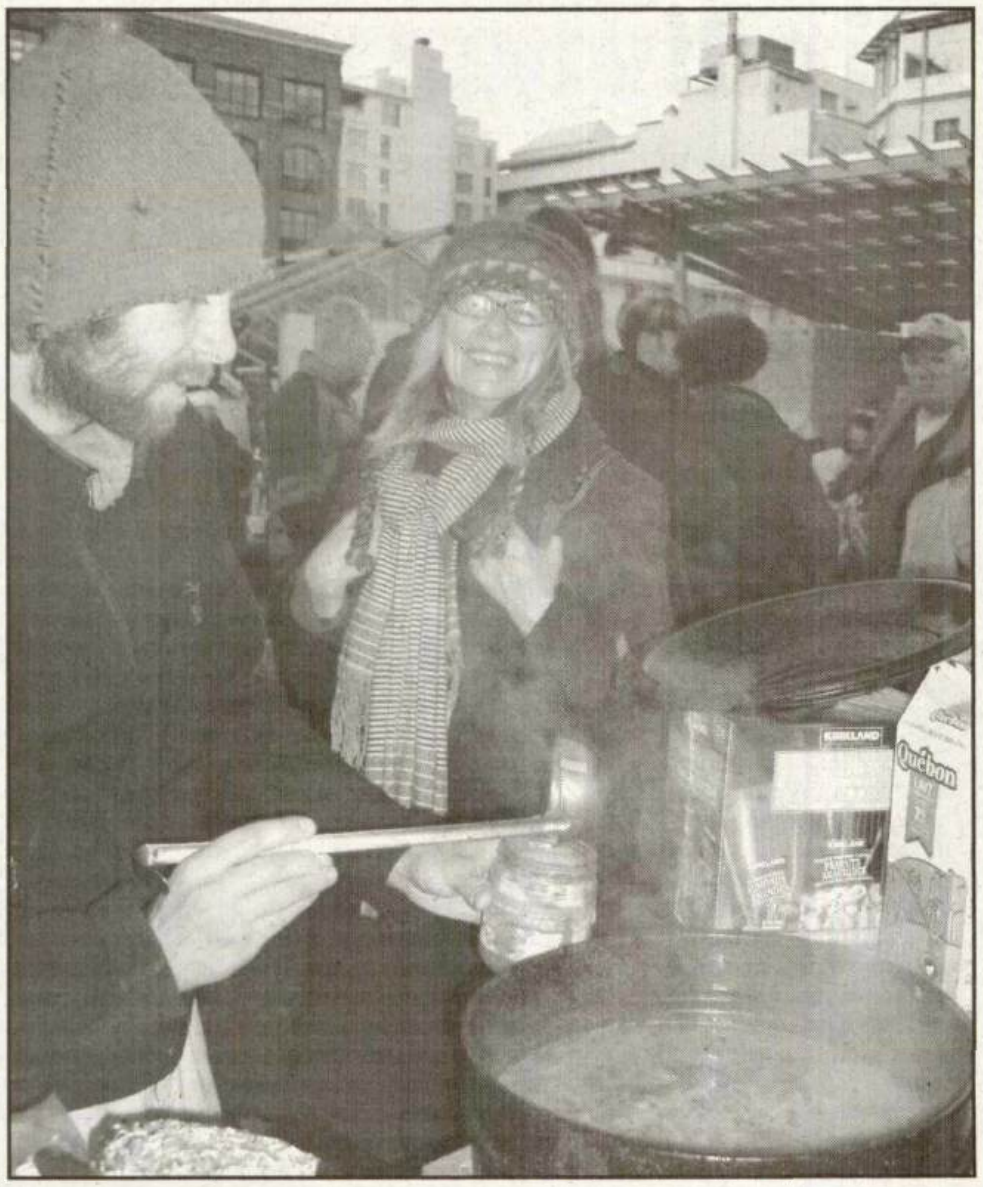
Les mouvements d'occupation des villes, comme celui d'Occupons Québec, sont en rupture avec cette conception de l'espace urbain. Cela est d'autant plus significatif dans une ville comme Québec avec son Vieux-Québec transformé en quartier pour touristes, déserté par ses habitants, ses épiciers et ses commerces de proximité; sa jeunesse et sa bohème. Qu'on pense aussi à la rue Saint-Joseph de moins en moins accueillante pour ceux qui ne magasinent pas. Occupons Québec avec sa prise de possession d'un parc public fait fi de cette conception marchande de l'espace public. Davantage : cette occupation citoyenne lui a redonné ses lettres de noblesse.

Créativité et solidarité

L'aide des habitants du quartier a permis aux indignés de tenir le coup pendant des semaines. Dès que la Ville a coupé l'électricité le 3 novembre dernier, rendant impossible la préparation des repas sur place, des plats chauds ont été cuisinés par des citoyens solidaires du campement participant à la résistance avec les indignés.

Les occupants de la place de l'Université-du-Québec ont reçu plusieurs appuis importants pendant les dernières semaines, dont celui de la Ligue des droits et libertés, du Conseil central de la CSN de Québec et Chaudière-Appalaches, du député de Mercier Amir Khadir, de Serge Roy, candidat de Québec Solidaire dans Taschereau et de Yvon Buissières conseiller indépendant à la Ville de Québec. Le 19 novembre, la troupe de théâtre Parminou est venue jouer un extrait d'une pièce. Il s'agissait d'une des premières et rares contributions d'artistes au mouvement. Mais il n'a jamais manqué de créativité sur place,l'inventivité des indignés étant une des forces leur permettant de toujours reconfigurer l'espace du campement après chaque intervention des employés de la Ville.

Plus les autorités municipales se sont acharnées à démanteler le campement, plus la population a soutenu la contestation en apportant lits, nourriture, sachant trop bien qu'elle est dépossédée depuis longtemps de ses pouvoirs. Dépossédée, comme l'écrivaient les indignés dans un communiqué en octobre : «par ses élites (économiques, politiques et culturelles) et (par) les illusions creuses de la société du spectacle.»



De nouveaux réseaux se sont crées à Occupons Québec. Ils permettrons de continuer à dénoncer la domination de 1% des plus riches. *Steve et Monique font parties des dizaines d'indignés qui ont occupés régulièrement les lieux depuis un mois.* PHOTO NATHALIE CÔTÉ.

Point de vu d'un occupant

Plus indigné que jamais

Depuis quelques semaines, je suis plus indigné que jamais. Non seulement je suis plus indigné que jamais mais nous sommes plus d'indignés que jamais à nous mobiliser pacifiquement contre le contrôle abusif d'une si petite minorité. Comment 1% de la population est-il arrivé à contrôler toutes nos ressources, nos besoins, nos vies?

Comment avons-nous pu approuver un tel déséquilibre? La réponse est plutôt évidente : on ne nous a jamais demandé notre avis. On nous distrait subtilement d'une main et on nous arrache tout de l'autre. Si au moins on nous informait le moindrement sur le système dans lequel nous sommes, nous aurions le pouvoir de le contester. C'est ainsi que les violations de nos droits fondamentaux et la destruction acharnée de nos ressources sont subventionnées sous nos yeux. Tout ça, payé avec notre argent, alimenté par notre travail, pensé et réalisé par nos cerveaux dirigés vers un seul objectif : le profit, à tout prix.

On ne nous a pas consultés parce que notre démocratie est malade. Mais je pense que l'opinion du peuple doit toujours peser dans la balance quand vient le temps de prendre des décisions qui nous concernent tous, de près ou de loin. Maintenant, il est temps de sortir dans les rues et de reprendre le pouvoir sur nos vies et cette fois, agissons ensemble. Le peuple uni, jamais ne sera vaincu.

Michaël Blanchet, citoyen du monde

Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière

Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Le Chili en mouvement

La mobilisation étudiante au Chili est doublée d'une mobilisation citoyenne. Ensemble, ils contestent les politiques néolibérales du gouvernement.

Marche pour l'éducation à Santiago le 22 septembre 2011. PHOTO JUAN JOSÉ LETELIER.

Par Alfredo Ramirez

Pour certains experts des mobilisations sociales, les nombreuses manifestations de participation citoyenne qui ont présentement cours au Chili ne sont que la réponse spontanée d'un peuple qui n'a plus rien à perdre, qui a déjà tout perdu. Il y a quelque chose de juste dans cette affirmation, notamment lorsqu'on examine le niveau de privatisation des services de l'État chilien, maximisé par le développement du néolibéralisme depuis le coup d'État de 1973. Tout peut s'acheter, même si on n'a pas d'argent; il faut seulement y mettre un prix. Si cette situation s'applique au Chili, cette même situation n'est pas inconnue dans la plupart des pays du monde. On peut donc penser que ce n'est pas seulement le peuple chilien qui a tout perdu dans les mains du libre-marché : l'endettement est un mot qui rime, dans toutes les langues, avec richesse et pauvreté.

En ce sens, même si les étudiants se sont engagés pour combattre un des héritages de la dictature, le profit, le peuple n'a pas encore décidé de mettre fin à cette éternelle exploitation de la majorité de la population par les plus riches. Aujourd'hui cependant, les dénonciations intraitables articulées par les étudiants permettent au débat social de se former comme une boule de neige. Tels des dominos qui tombent en cascade, les visages des profiteurs se sont révélés, tout au long de ces quelques 110 manifs organisées depuis le début de 2011[1]. Et cette tombée des masques n'est pas terminée, loin de là.

Encore plus, bien que le marché ultra-néolibéral et les derniers projets de loi que la droite veut passer pour protéger encore plus ses intérêts ne laissent personne indifférent, ce n'est pas nécessairement le peuple qui marche et revendique de façon constante. Oui, on peut dire qu'il y a des étudiants qui font partie du peuple, qu'il y a des travailleurs qui sont du peuple et qu'il y aussi elle et lui qui en font parti, mais il faut voir que ce sont d'abord des gens qui, sans être à gauche ou à droite, sont indignés par ce système d'inégalités et voient dans les rassemblements la possibilité de construire une autre société, plus égalitaire, pluraliste, et solidaire.

Et voilà pourquoi ce mouvement social est intéressant. Parce que l'ensemble des mobilisations a construit un espace de dialogue post-dictature, post-concertation, post-populisme de droite, qui provoque, manif après manif, le réveil en douceur du peuple de cette longue et démobilisante nuit dictatoriale[2]. Un réveil qui s'entend dans les chœurs des mobilisations de ces citoyens nombreux et réinventés qui ont le changement à cœur. Ils font maintenant appel au peuple pour qu'il s'implique davantage dans les débats, dans l'organisation d'assemblées populaires, dans l'envahissement des rues pour revendiquer, comme autrefois, ce qui lui a toujours appartenu, le droit de se lever massivement et de participer au processus de décision politique, de la périphérie au centre, de la mer à la cordillère, de la campagne aux villages, pour parcourir à nouveau les «grandes avenues où passera l'homme libre pour construire une société meilleure[3]».

1 http://www.dipity.com/circulis/Manifestaciones-y-luchas-urbanas-Chile-abril-septiembre-2011/?mode=fs

2 Un des résultats les plus radicaux du travail de la dictature, grâce à l'état d'exception constitutionnelle, la Dirección de inteligencia nacional (DINA) et à la Central nacional de inteligencia (CNI), fut la destruction de la libre association et de la participation sociale et politique des citoyens, du peuple en politique.

3 http://chili.rongo-rongo.com/discours-allende.html

L'éducation universitaire réservée aux plus riches?

L'augmentation historique des frais de scolarité mettra en péril l'accès à l'éducation universitaire pour les étudiants et les étudiantes issus de familles modestes et de la classe moyenne. PHOTO PIERRE OUIMET.

Des dizaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants de partout en province ont envahis les rues de Montréal le 10 novembre dernier pour crier ensemble leur mécontentement face à la hausse des frais de scolarité proposée par le gouvernement Charest.

Par Valérie Plante Lévesque

Prévue depuis mai dernier lors du rassemblement national étudiant, cette manifestation se voulait le dernier ultimatum lancé au gouvernement avant l'amorce d'une campagne de grève générale illimitée à l'hiver 2012. On estime à plus de 30 000 la foule de manifestantEs brandissant des pancartes ornées de slogans tous plus colorés les uns que les autres en cette journée de mobilisation nationale.

De nombreuses associations étudiantes collégiales et universitaires ont voté des mandats de grèves ou de levée de cours afin de permettre à leurs membres de participer à la manifestation et de prouver au gouvernement que le mouvement étudiant est organisé et prêt à aller jusqu'au bout. Résultat : plus de 200 000 étudiantes et étudiants ont choisi de mettre fin aux activités de leur campus pour ce qui est devenu la plus grande grève étudiante ponctuelle de l'histoire du Québec.

La mobilisation de la région

La participation de la région de Québec à la manifestation nationale ne fut pas négligeable. Outre l'association étudiante du collège François-Xavier-Garneau et ses 6000 membres, plus de 2000 universitaires de la région, dont les départements de philosophie, histoire et de service social, se sont joints au mouvement de débrayage pour la journée. Pas moins de 13 autobus provenant de la Vieille-Capitale ont fait le chemin jusqu'à la métropole. Une délégation de professeurs du collège François-Xavier-Garneau et de membres de la Coalition régionale de Québec Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics s'est jointe à la marche pour signifier qu'une hausse des frais de scolarité touche l'ensemble de la population et ne saurait être passée sous silence.

Les mots de la ministre

Débutant son périple à la Place Émilie-Gamelin, l'imposante marée de protestataires s'est déplacée jusque sous les bureaux de Jean Charest. Les images les plus saisissantes de la manifestation montrent les dizaines de milliers de marcheuses et de marcheurs passant sous un viaduc avec en arrière-plan le tristement célèbre Îlot Voyageur. Cet énorme édifice de béton en ruine est sans doute le plus grand symptôme visible des dérives du système de financement universitaire québécois.

Malgré l'ampleur du rassemblement et sa portée symbolique, malgré la présence de tous les acteurs du mouvement étudiant, la manifestation n'a pas su faire reculer le gouvernement sur son intention de hausser les frais de scolarité de 75%. Dès la fin de la journée, la ministre de l'Éducation, Mme Line Beauchamp a fait part de son incompréhension face au soulèvement étudiant en mentionnant qu'un diplômé universitaire gagnerait un bon salaire une fois ses études terminées. Une analyse qui ne prend bien sûr pas en compte celles et ceux qui n'auront même pas la chance d'atteindre les études universitaires si la hausse a lieu.

Le gouvernement sur la défensive

Toutefois, la création d'un site web et l'achat de mots clés, comme l'acronyme de certaines associations étudiantes tant locales que nationales, et de l'expression «grève générale illimitée» sur Google au lendemain de ce rassemblement monstre, laissent entrevoir une certaine forme d'inquiétude de la part du gouvernement. Bien qu'il s'agisse d'une nouvelle forme d'attaque plus technologique, le gouvernement a bel et bien réagi de manière défensive au message du mouvement étudiant.

Référendum le 5 février 2012

Les citoyens de Saint-Jean-Baptiste devront choisir

Par Marc Boutin

Malgré un appel à l'abstention de la part du promoteur, plus de 600 signataires ont réclamé, le 3 novembre dernier, que la Ville tienne un référendum sur une demande de changement au zonage qui permettrait la construction d'un édifice pour condos de neuf étages sur la rue Saint-Jean.

Le zonage actuel en permet six. Passer de six étages (18 mètres) à neuf (30 mètres) rendrait possible la construction, sur la rue Richelieu, d'une vingtaine de logements sociaux en coopérative adossés aux condos. Le promoteur s'est engagé à construire la coopérative s'il obtient son changement au zonage.

Des égoïstes, les signataires?

Au Conseil de Ville du *lundi 7 novembre*, le maire et la conseillère du quartier, qui appuient le changement au zonage, ont réagi. M. Labeaume considère que les signataires sont des égoïstes et Madame Gilbert, qu'ils manquent de logique : «Ils réclament du logement social et quand on leur en offre, ils le refusent».

Un référendum est prévu pour février prochain, à moins que le promoteur retire son projet. Mais cette alternative semble peu probable. On apprenait 14 novembre dernier, que le groupe Campeau-Marcon a fait parvenir une mise en demeure de 100 000 $ aux initiateurs de la campagne de signatures afin qu'ils retirent leur propagande prétendument malveillante et fautive envers le projet. C'est donc qu'ils y tiennent à leurs 9 étages de condos!

Le quartier est divisé et la lutte s'annonce déchirante. Dans un camp, les partisans du logement social qui, bizarrement, se retrouvent du même côté de la clôture que ceux qui croient «qu'il faut d'abord et avant tout faire rouler l'économie». Ce camp veut que le zonage soit changé. Dans l'autre, les défenseurs du *statu quo*, qui ont signé le registre pour le référendum, sont favorables au maintien d'un urbanisme à gabarit restrictif, propre au Faubourg Saint-Jean. Ces derniers se retrouvent en compagnie des supposés égoïstes du maire. Du côté sud de l'îlot, ils ne veulent pas perdre leur vue sur les Laurentides et, du côté nord, ne ils ne veulent pas vivre dans l'ombre d'un immeuble en hauteur.

Logement social versus aménagement urbain

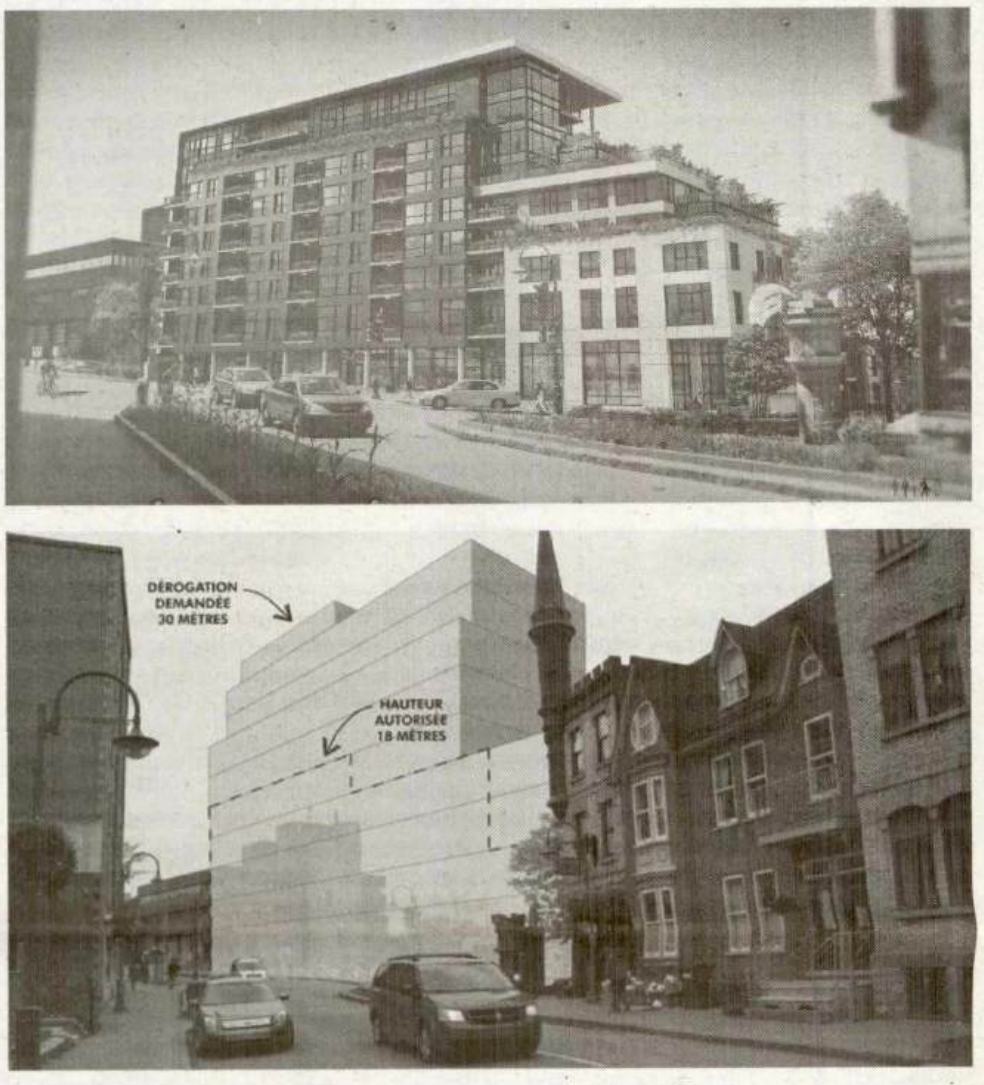
Les partisans du logement social voient - avec, pour exemple, le projet Europa sur Honoré-Mercier - le quartier se gentrifier à un rythme accéléré. Les loyers grimpent et les classes moyennes et pauvres sont forcées d'aller vivre ailleurs. L'Îlot Irving serait le dernier terrain dans Saint-Jean-Baptiste encore viable pour une construction nouvelle de coopérative d'habitation. Cette dernière considération explique pourquoi la coopérative et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste ont accepté une entente, qui peut sembler contre nature, avec le promoteur. Le 20 % de logements sociaux que comporte le projet ne ferait d'ailleurs que maintenir le niveau actuel dans l'ensemble du quartier. C'est le pourcentage important de logements sociaux, dans le Faubourg Saint-Jean, qui fait que le quartier peut encore accueillir des jeunes familles.

Plusieurs des partisans du *statu quo* se disent favorables au logement social, mais pas à n'importe quel prix. Ils se placent dans la tradition militante d'un quartier qui a connu de grandes victoires populaires, comme le sauvetage de la rue Saint-Gabriel et l'aménagement de l'Îlot Berthelot, victoires qui furent des réussites autant sur le plan de l'aménagement que sur le plan social. Selon eux, il y a là deux pôles qui restent inséparables dans toute lutte urbaine. Le quartier doit déjà faire avec les effets délétères (ombre projetée, couloir de vent, spéculation négative) de certaines erreurs d'urbanisme comme La tour Saint-Jean et l'édifice du Bell téléphone. Il ne faut pas en ajouter, nonobstant les qualités architecturales ou autres d'un projet.

Patience et longueur de temps valent mieux que force et que rage

Un compromis sera difficile à atteindre. Si le changement au zonage est refusé, le promoteur a dit qu'il reviendra à son idée originale, soit un immeuble à 100% condos de 6 et 5 étages qui couvrirait l'ensemble du terrain. Cette perspective n'est guère plus réjouissante que le 9 étages, du moins pour ceux et celles qui résident à proximité, sur la rue Richelieu. Et il n'est pas certain qu'elle soit plus réjouissante pour le promoteur.

Le coût de réalisation d'une tour de 9 étages est moins grand que celui d'un édifice étalé de même surface et, finalement, les loyers ou les prix de vente des condos seraient majorés d'autant, pour un produit de moindre qualité. On pourrait se retrouver, pour un temps, avec un stationnement à ciel ouvert. Comme ce fut le cas à l'Îlot Berthelot où une patience, qui s'est avérée salutaire, fut de mise pendant presque cinquante ans.



Rue Saint-Jean, coin Turnbull. Deux versions d'un même projet : celle de l'architecte en haut et, en bas, celle des signataires du registre.

Nouvelle programmation à CKIA

par Francois G Couillard

Radio basse-ville, CKIA 88.3, inaugurait récemment une nouvelle programmation de 13 heures par semaine. La station communautaire reste fidèle à sa mission d'ouverture et de solidarité.

On retrouve plusieurs des émissions des saisons précédentes. «Ainsi squattent-elles» aborde l'actualité sous un angle féministe radical, «Voix autochtones» vise à faire découvrir la musique autochtone d'ici et d'ailleurs et «Épilogue» aborde le meilleur et le pire de la littérature par des obsédéEs de lecture.

Nouveaux locaux

CKIA a quitté ses locaux de Méduse depuis septembre. La station est désormais située au 335 rue Saint-Joseph, voisine du théâtre de la Bordée.

Notons que suite au blitz d'une campagne de membership, la station compte 845 membres. Un appui important alors qu'elle passe à travers une grave crise financière.

L'assemblée générale annuelle aura lieu le 7 décembre prochain. Il est toujours possible de devenir membre via ckiafm.org.

ROSE DU NORD
Solidairement engagées
Tu as des questions à l'aide sociale ?
Tu es une femme ?
Tu veux t'impliquer ?
Du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30
Le vendredi de 8h30 à 12h00
177, 71e Rue Est,
Québec (Québec) G1H 1L4
Téléphone : 418.622.2620 / télécopieur : 418.622.2621
Courriel : rosedunord@oricom.ca
418.622.2620

Vivre et survivre au centre-ville

Craque-Bitume prend son envol

Depuis 10 ans, le Collectif Éco-Quartier est le projet en écologie urbaine du Centre Jacques-Cartier. Ce dernier prendra toutefois son envol pour devenir un organisme communautaire autonome, et ce, dès le 1er janvier 2012.

Par Pénélope Roberge

Fondé en 2001 sous le nom d'Éco-Quartier, Craque-Bitume est un collectif œuvrant dans le domaine de l'écologie urbaine. L'organisme a développé trois volets d'action, soit le compostage, l'agriculture urbaine et la formation éco-citoyenne.

C'est en mettant en commun la créativité et l'expertise de tous les membres du Collectif que Craque-Bitume s'est développé et est maintenant ce qu'il est, soit une référence en matière de compostage communautaire et de vermicompostage pour la ville de Québec. Craque-Bitume gère d'ailleurs 8 sites de compostage communautaire autour desquels gravitent plus de 350 composteurs. Original et conséquent avec ses valeurs, le groupe opère ses sites avec une bicyclette munie d'une remorque. À l'automne, même la collecte des deux cents sacs de feuilles mortes nécessaires à la bonne gestion des sites de compostage se fait à vélo.

Jardinage urbain

C'est d'Urbanus Compostus, déjà bien rodé, que surgit l'idée d'utiliser compost, terreau et semences pour créer Urbanus Jardinus, un projet de jardinage urbain qui émane du Collectif en 2008. Cette année, Urbanus Jardinus a réalisé un projet de lutte aux îlots de chaleur, ce qui a favorisé l'éclosion de trois jardins collectifs : un jardin en pots et en terre situé à l'organisme Mères et Monde avec un espace réservé aux enfants, un autre potager en bacs dans St-Sauveur sur les toits de L'Arche l'Étoile ainsi qu'un jardin expérimental dans la cour arrière du local de Craque-Bitume. Ainsi son objectif premier était de développer de nouvelles techniques d'agriculture urbaine. Dans cette optique, le groupe a fait pousser un plant de tomates à l'envers, plant qui peut être accroché sur le balcon comme une jardinière. Il a aussi fait l'expérience des trois sœurs, une technique utilisée depuis des millénaires par les Amérindiens, qui consiste à planter ensemble la courge, le maïs et les fèves : la courge sert de couvre-sol, alors que le maïs sert de tuteur pour les fèves pendant que ces dernières fixent l'azote pour ses compagnes.

Ces aventures et expériences enrichissantes vécues avec le compost et le jardinage ont mené le Collectif à un besoin de partager ses connaissances et de poursuivre son auto-formation. De ce désir, sont nées les formations éco-citoyennes. Ces formations ont lieu un mardi sur deux et sont une occasion en or d'élargir ses connaissances sur différents thèmes liés à l'écologie. Au cours de la dernière année, le collectif a exploré le mouvement DIY, c'est-à-dire «do it yourself» ou «fais-le toi-même». Les participants ont appris à concevoir un auto-cuiseur, une charette à vélo, à conserver leurs aliments de jardin, etc. Pour le moment, les formations sont dans une mouvance un peu plus théorique : elles approfondissent divers enjeux de société, telle la production de déchets toxiques et l'anti-autoritarisme.

Ces trois projets bien en marche, en ont fait naître un autre : celui de devenir autonome. Le Centre Jacques-Cartier ayant pour mission de mettre les jeunes en action et Craque-Bitume, avec l'écologie urbaine touchant un public de tous les âges, les deux organismes ont, d'un commun accord, pris la décision de séparer leur route pour que Craque-Bitume prenne son envol de manière autonome. De plus, rappelons que tout le monde peut s'impliquer au sein de l'organisme en participant aux rencontres du collectif qui ont lieu un mardi sur deux à 19h. Voilà donc une belle occasion de rencontrer des gens stimulants et de découvrir un organisme dynamique. Pour plus d'informations, visitez www.craquebitume.org.

Les agences de placement et vous

Saviez-vous que si vous êtes employé par une agence de placement temporaire et que vous travaillez dans une entreprise syndiquée, il se peut que vous puissiez bénéficier des avantages de la convention collective? En effet, dans le but de diminuer les coûts associés à la main-d'œuvre, un employeur a le droit de recourir aux services d'agences de placement. Cependant, les salariés provenant de ces agences ont droit, dans certaines circonstances, aux conditions de travail prévues à la convention collective.

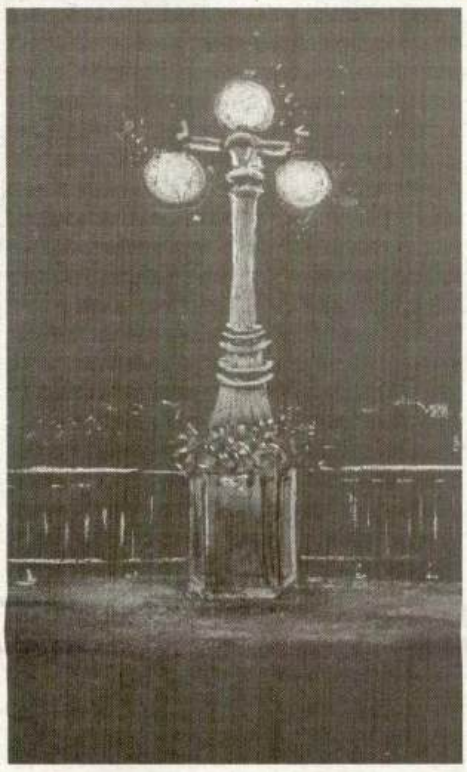
La jurisprudence a établi des critères afin de déterminer si les travailleuses et travailleurs provenant d'agences de placement sont inclus dans l'unité d'accréditation du syndicat. Informez-vous afin de connaître vos droits et de bénéficier pleinement des avantages qui vous reviennent. Si votre agence de placement vous assigne un emploi dans une entreprise non syndiquée, il n'en reste pas moins que les exigences prévues par les Lois du travail s'appliquent à vous et vous avez droit aux conditions de travail minimales. Il peut sembler difficile de s'y retrouver lorsqu'il est question d'agence de placement, mais votre meilleur moyen de défense est de vous informer!

Différences sources d'information s'offrent à vous lorsque vous avez des questions ou si vous désirez faire valoir vos droits au travail. Communiquez avec G.A.I.N.S (groupe d'aide et d'information pour les non-syndiquéEs pour de plus amples renseignements et pour des conseils juridiques relatifs à votre relation d'emploi : 418-922-2453.

Renauderie

Le lampadaire

En cette sombre époque, encore heureux qu'il reste encore quelques lampadaires de bonne volonté pour éclairer notre petit bonhomme de chemin ! Car si certains se désolent du fait qu'il nous cache les étoiles, ou qu'il aguiche continuellement ces pauvres papillons de nuit, je suis plutôt d'avis que le lampadaire est un être rayonnant qui se distingue par sa clairvoyance face aux grandes questions laissées sans réponse



sur le trottoir : Où vais-je ? Que vois-je ? Qu'est-ce qui vient avant : la poule ou l'œuf ? Le chien ou la crotte ? Etc. Le lampadaire est en quelque sorte notre phare à nous tous, épaves des villes en proie au maelström de la vie (fini les métaphores marines boiteuses, promis) et je dis que sans lui, on foncerait tout droit dans le mur ou, le cas échéant, carrément dans la police.

C'est une lumière artificielle, certes, un simulacre de soleil, soit, mais le lampadaire ne cherche pas à nous éblouir et essaie d'éviter de s'associer aux feux de la rampe. Malgré tous ces watts contenus en puissance dans son globe, ne soyons pas aveugles : le lampadaire est avant tout un modeste préférant jouer les lanternes rouges, sur les bas-côtés, et qui tamiserait volontiers sa luminosité lorsque personne ne vient à passer près de lui, par souci d'économie. C'est un visionnaire, n'ayons pas peur des mots. Autre preuve de son discret dévouement : depuis qu'il utilise l'électricité (une centaine d'années peut-être), il n'embête plus les allumeurs de réverbères et fait son *shift* de nuit tout seul, même à Noël. Enfin, on connaît mal le lampadaire, car, que fait-il de ses journées ? Bingo : il réfléchit. Il réfléchit sa lumière en lui. Si, si. D'ailleurs, si nous étions nous-même moins ampoulés, nous verrions sans doute que la sagesse du lampadaire est de celles qui pourraient illuminer le monde.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que le lampadaire demeure une chose inanimée dont les cellules grises brillent par leur absence. Il est donc vain d'aller au-delà de la spéculation au sujet des opinions de ce philosophe unijambiste, et ce texte est une sorte de combustion poétique spontanée, suite à une trop longue exposition aux rayons du lampadaire qui est juste devant la fenêtre de ma chambre. Je tenais à le dire pour ne pas que vous vous jetiez tout de suite à genoux devant lui, implorant à la lumière une révélation qui ne viendra probablement pas.

RENAUD PILOTE –
ILLUSTRATION MARC BOUTIN

La nouvelle équipe d'administrateurs de Communications basse-ville:
Guillaume Marchand, Grace V. Roy, Renaud Pilote, Simon-Pierre Beaudet et Marc Boutin.

biblio terre — Les AmiEs de la Terre de Québec
www.atquebec.org

Écosocialisme ou barbarie !

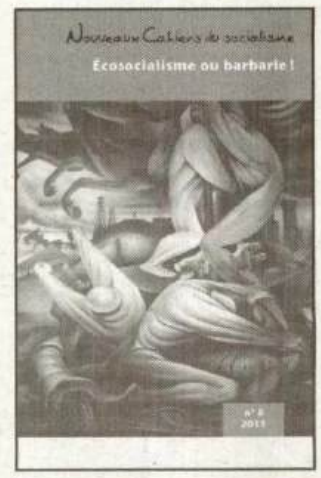
Nouveaux Cahiers du Socialisme

Notre époque est marquée par une crise d'une grande ampleur qui fait craindre le pire pour l'avenir, à moins d'un changement profond et radical de société.

Ce numéro des Nouveaux Cahiers du socialisme tente de comprendre et d'analyser l'acharnement actuel à compromettre l'avenir de l'humanité par la dégradation de l'écosphère. Il postule qu'on ne peut le saisir qu'à partir d'une analyse d'ensemble d'un système pour lequel la nature comme l'humain sont d'abord l'objet d'une exploitation profitable. Le mode de production capitaliste privatise la nature et ses ressources et socialise les coûts écologistes et humains. Son productivisme, qui se traduit dans une hyperconsommation, menace désormais la vie. Car nous subissons une crise écologique sans précédent. Ce contexte rend urgent la nécessité de repenser le monde, de changer de paradigme.

Après avoir fait la genèse de l'écosocialisme et de sa nécessité, notre dossier explore des pistes de réflexion transitionnelles pour sortir du capitalisme et préserver l'écosphère. Bien qu'acteurs importants, les mouvements et les partis verts ne se définissent pas nécessairement comme écosocialistes et plusieurs s'adaptent au capitalisme, qu'il s'agirait de verdir. Est-ce possible? N'est-ce pas une grave erreur de perspective? Si oui, pourquoi? L'analyse de quelques enjeux environnementaux et des mobilisations sociales importantes qu'ils suscitent permet de mieux répondre à ces questions.

Au coeur de la préoccupation des auteurEs : face à



cette crise historique sans précédent, quelles sont les voies permettant d'empêcher la barbarie écocidaire de s'approfondir?

Écosocialisme ou barbarie ! Nouveaux Cahiers du Socialisme
Les Éditions Écosociété,
328 p. - 29,95 $

Faire l'économie de la haine

«Point de haine de l'économie là où on nous fait aimer l'argent (à tout prix). Point de haine de l'économie, mais une économie de la haine. Le programme : faire l'économie de la haine. Haïr sans qu'il n'y paraisse. Ainsi s'investit-on dans l'asservissement à l'argent.»

Rassemblant une douzaine de textes d'Alain Deneault rédigés au fil des ans, ce recueil nous permet de saisir les différents contours de cette économie de la haine qui se trouve au coeur du système capitaliste contemporain. Qu'il s'agisse de démocratie, de gouvernance, de poursuite-bâillon, de paradis fiscaux ou de sports de masse, l'auteur démonte les mécanismes idéolo-

giques par lesquels nos institutions économiques, politiques et médiatiques nous font justement «haïr sans qu'il n'y paraisse». Car l'argent fait écran : faut-il vraiment qu'on délocalise des usines, licencie du personnel, pollue des rivières, contourne le fisc, soutienne des dictatures ou arme des chefs de guerre pour que le prix d'une action monte en Bourse ? Pourquoi faisons-nous l'économie de ces questions ?

Alain Deneault y décode une censure insidieuse qui s'est installée à différents niveaux de notre société, rendant difficile d'appréhender le réel en dehors de schémas que chacun de nous a intériorisés. Le phénomène de l'autocensure ne relève alors pas de la psychologie individuelle, mais bien d'un fait social.

Alain Deneault
Faire l'économie de la haine
Les Éditions Écosociété
228 p. – 24 $

LOCAL À LOUER

Atout-Lire a un local à louer au 266, St-Vallier Ouest à Québec, chauffés et éclairés, situés au 3e étage, du côté sud. Le loyer inclut l'accès aux aires communes (salle de réunion, cuisine, salle de bain, etc.). Un local de 283 pi. ca., avec 3 fenêtres, est à louer au tarif mensuel de 360$. Idéal pour ONBL, travailleur autonome ou artiste. **Pour information ou visite, communiquez avec Marie-Claude, au 418-524-9353.**

Calendrier populaire

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

28 NOVEMBRE

La Boustifaille
Au bar-coop L'AgitéE (251, Dorchester), chaque semaine, les lundis sans viande (repas végétaliens). Contribution volontaire. Ouverture à 16 h 30.

Ciné-club Spirafilm
À 19h, au cégep Limoilou, Michel Brault présente le documentaire poétique et ethnographique de Pierre Perrault *Pour la suite du Monde*. Le film sera précédé du court métrage *Synthétiseur* de Sarah Fortin (2010, 11 min). Programmation sur monlimoulou.com
Info. : Coline Niess, da@spirafilm.com, 418-523-1275.

29 NOVEMBRE

Action pour un registre des loyers
Pour l'autobus : rendez-vous à la Maison de la Coopération (155, Charest Est), à 9 h45. Info 418-525-6177.

1ER DÉCEMBRE

Café-rencontre des femmes de la Basse-Ville
De 13h à 16h, au Centre des femmes de la Basse-Ville (380, St-Vallier Ouest). Gratuit. Conférence de Johane Pellletier : «Comment briser son isolement quand on vit de la violence?» 418-648 9092

2 DÉCEMBRE

Au Fonds, c'est vrai!
Tous les vendredis, à 10 h, le Fonds d'emprunt de Québec accueille les personnes désirant créer ou opérant déjà une entreprise. Réservation : 418-525-0139, # 221.

3 DÉCEMBRE

Les gaz de schiste et l'agriculture responsable
De 10 h à 16 h, à l'amphithéâtre du pavillon Desjardins de l'université Laval, le Carrefour TerraTerre présente la deuxième édition de la Journée citoyenne. www.terraterre.org/

4 DÉCEMBRE

Jams du monde
À 20h, au bar-coop L'AgitéE (251, Dorchester), musique multi-éthnique le 1er dimanche de chaque mois. Gratuit. Musiciens, contactez <jeronimo.33@hotmail.com> ou <anouk_lacasse@hotmail.com>.

6 DÉCEMBRE

Cercle de lecture Éco-Citoyen
À 19h, au local d'Éco-Quartier (798, 12e Rue), Pénélope Roberge, agente de formation éco-citoyenne, 418-523-4580.

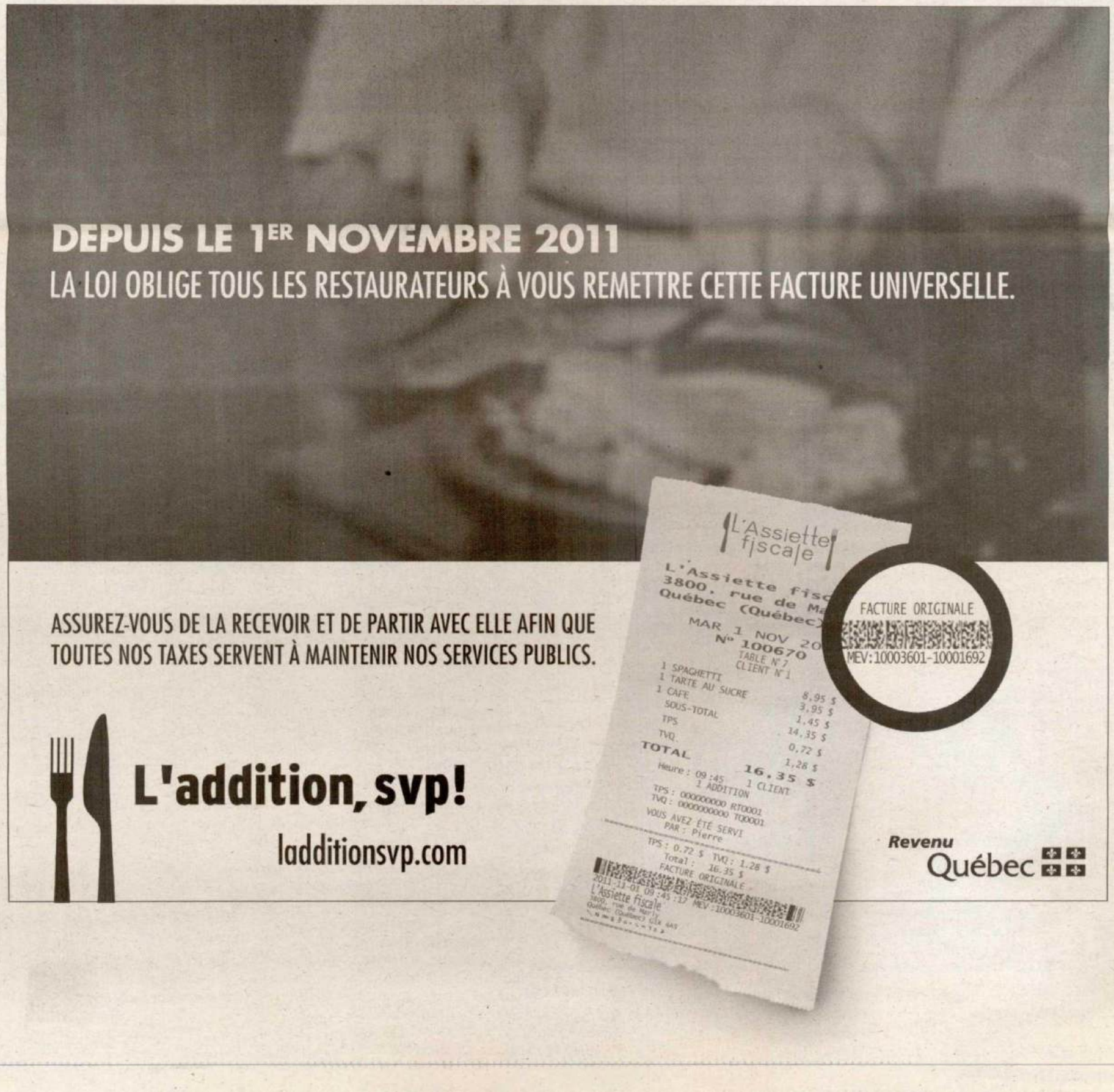
7 DÉCEMBRE

Vigile pour le Zoo
Tous les premiers mercredis du mois, à 7h30, à l'entrée du stationnement de la rue de la Faune. Apportez vos pancartes. Francine Vachon, SOS Zoo, valpaga@sympatico.ca

AGA de CKIA (88,3 FM)
À 19 h, à la Maison de la Coopération (155, Charest Est).

8 DÉCEMBRE

Salon des Artisans des AmiEs de la Terre
Jusqu'au 11 décembre, au 445, rue de la Tourelle, le 4e Salon des Artisans des AmiEs de la Terre propose des créations artisanales (céramique, sculptures, peintures, couture, etc). Activité d'auto-financement. www.atquebec.org/

26 DÉCEMBRE

Visuellement vôtre !
À 20 h, Bodypainting et peinture en direct, à la Coopérative de solidarité Café-Bar L'AgitéE (251, Dorchester). www.agitee.org/